

30 novembre 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview accordée par M. François Mitterrand, Président de la République, à TF1 le lundi 30 novembre 1987, sur les relations culturelles franco-arabes, la libération des otages et les relations franco-iraniennes.

YVES MOUROUSI.- Il y a de cela quelques semaines, j'avais proposé au Président de la République, François Mitterrand, d'être avec nous dans cette émission de 13h à l'occasion de l'inauguration, cet après-midi, de l'Institut du monde arabe à Paris, invitation qui avait été acceptée par le Président de la République française.

- Il s'agissait alors de parler de cet Institut du monde arabe, décidé en 1978, qui a été longuement continué, décidé par M. Giscard d'Estaing, continué par M. Barre, prolongé par François Mitterrand qui a amené à son terme la construction de ces 29000 mètres carrés où se regroupent 19 nations du monde arabe. La Libye est présente, l'Egypte n'est pas là mais peut-être après le sommet d'Amman l'Egypte arrivera-t-elle aussi dans cette véritable institution mondiale, cet Institut du monde arabe à Paris.

- Dans quelques instants le Président de la République sera avec nous, il doit quitter en ce moment même le Palais présidentiel pour nous rejoindre ici sur les bords de la Seine, à l'Institut du monde arabe, à deux pas de Notre-Dame. Vous voyez en ce moment la cour de l'Élysée. Le Président de la République va sortir. Le voici. Il va nous rejoindre dans quelques instants. Pendant que l'on parlait bien sûr de l'Institut du monde arabe, eh bien on pouvait penser aussi que l'actualité immédiate serait à la Une de cette édition de 13h puisque le Président de la République, arrivant dans quelques instants, arrive au moment où des otages français ont été libérés mais où il reste trois otages prisonniers au Liban, au moment où également M. Gordji a regagné Téhéran, tandis que notre diplomate `Paul Torri` rentre vers la France. Autant de sujets d'actualité que l'on va aborder avec Marie-Laure Augry et sur lesquels peut-être le Président de la République aura quelques commentaires à faire, puisqu'il n'a rien dit depuis le début de ces derniers événements (...).

`Yves Mourousi` Nous sommes effectivement avec le Président de la République dans cet Institut du monde arabe, dans cette superbe salle des colonnes, que vous allez inaugurer officiellement aujourd'hui et qui est en définitive, cet Institut de 29000 mètres carrés qui est situé sur les bords de la Seine, j'allais dire l'oeuvre de la continuité de l'Etat, puisque c'est avant votre arrivée à la Présidence de la République que la décision avait été prise.

- LE PRESIDENT.- Elle était prévue. Le projet d'Institut est en effet antérieur à mon arrivée à la Présidence de la République, mais cet Institut devait être situé ailleurs, dans le 15ème arrondissement et devait être en même temps d'une architecture différente. C'est-à-dire que le projet retenu à l'époque n'était pas celui que nous voyons aujourd'hui. On a donc changé la géographie et le plan des travaux. Cela dit, l'idée même de l'Institut est une preuve de continuité qui dans ce domaine est une chose très importante.

- YVES MOUROUSI.- J'allais dire, on a changé de lieu, de structure, mais on n'a pas changé l'esprit de cet Institut et le pourquoi de cet Institut ?

- LE PRESIDENT.- On ne peut pas entreprendre des travaux aussi importants en ayant l'ambition d'en confisquer l'initiative, ce serait ridicule. Il faut qu'à travers les différents gouvernements, et

le cas échéant les différents septennats, on soit véritablement décidé à mener à bien des travaux de cette importance.\

YVES MOUROUSI.- ` suite sur les grands travaux ` Alors un travail qui a une connotation aussi philosophique, ce n'est pas par hasard que l'Islam et Paris se rencontrent, je suppose ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas par hasard du tout. Ils se sont rencontrés depuis déjà fort longtemps, quelques siècles en tout cas, la France et le monde arabe, et Paris en particulier. Si l'on voulait, mais ce n'est pas le moment, retracer cette histoire, on s'émerveillerait de tout ce que l'un des deux mondes a apporté à l'autre et l'autre monde apporté au premier. C'est-à-dire qu'ils sont vraiment complémentaires dans beaucoup de domaines.

- YVES MOUROUSI.- Nous sommes ici tout près de la faculté des sciences du Jussieu, à deux pas de Notre-Dame, dans cet Institut qui va être inauguré. L'état des bonnes relations...

- LE PRESIDENT.- Pardon de vous interrompre, voyez comme c'est beau. A la fois cette présentation de cette façade et d'autre part cette échappée sur Paris.

- YVES MOUROUSI.- Notre-Dame à proximité, les étudiants à proximité, un Institut qui est quand même brillant, c'est quoi, c'est la volonté de montrer au monde arabe que nous sommes toujours, pour simplifier le problème, bien avec eux ?

- LE PRESIDENT.- Il faut faire attention à bien préciser tout cela, car c'est également une initiative arabe. Vous avez là quelque 20 pays qui ont pris part à l'édification, et qui prendront part à la gestion de cet Institut, la France et les pays arabes. On ne peut donc pas dire qu'il s'agisse essentiellement d'un projet français. C'est une conjonction d'intentions qui veulent marquer qu'à travers le temps, à travers les siècles, l'amitié franco-arabe, la compréhension franco-arabe, les cultures, les civilisations doivent continuer de s'interpénétrer.

- YVES MOUROUSI.- Alors si vous le voulez bien, monsieur le Président, avant de continuer le dialogue, je vous propose de découvrir avec nous et grâce à nos équipes de la "Une" ce qu'est dans son ensemble cet Institut du monde arabe que vous inaugurez cet après-midi.

- Un assez joli symbole cette image que vous avez derrière vous, monsieur le Président. Notre-Dame est juste à côté de cet Institut du monde arabe.

- LE PRESIDENT.- On a choisi le site avec beaucoup d'attention. C'est peut-être aussi l'une des raisons du changement de lieu. En tout cas ces deux façades, la façade intérieure et la façade extérieure sont, me semble-t-il, avec leur tissu et leur apparence moderne, sont très adaptées à ce beau quartier.\

YVES MOUROUSI.- Actuellement l'Egypte n'est pas présente dans les nations arabes qui participent à cet Institut, on peut penser qu'elle pourrait revenir compte tenu, en particulier, des récents résultats du sommet d'Amman. Vous le pensez, vous souhaitez que l'Egypte soit aussi partie prenante ?

- LE PRESIDENT.- Je le souhaite. Cela dépend bien entendu de l'assentiment des pays arabes qui ont pris part à l'édification de cet Institut, mais en raison de l'évolution des relations entre ces pays et aussi de ce qui est souhaitable. Oui, je pense que l'Egypte devrait normalement avoir sa place ici. Elle a sa place ici.

- YVES MOUROUSI.- Amman et les résultats du récent sommet vous paraissent importants dans l'entente entre les pays arabes et la conscience arabe en général ?

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est sûr. Le Roi Hussein de Jordanie a réussi une entreprise qui paraissait perdue d'avance. Les dissentiments multiples, les conflits de toutes sortes que l'on connaît bien, et depuis si longtemps, ont soudain laissé place à une volonté commune, peut-être due au sentiment d'un péril supporté en commun et aussi aux chances qui sont celles du monde arabe et qui ne seront obtenues que si l'union prévaut sur la division actuelle. Ajoutons que l'Egypte dont vous me parliez tout à l'heure est aujourd'hui par sa population, et par bien d'autres aspects, le premier des pays arabes.

- YVES MOUROUSI.- La Libye est présente ici. Cela ne peut pas être gênant sur le plan politique, j'allais dire cette estampille culturelle qu'ont les relations entre la France et un certain nombre de pays avec qui nous pouvons avoir des problèmes ?

- LE PRESIDENT.- Nous n'avons pas choisi les pays arabes qui sont présents parmi ce que l'on

appellera les parrains de cet Institut. Nous n'avons pas à les choisir. D'autre part nous entretenons des relations diplomatiques avec chacun d'entre ceux qui sont ici. Il ne se posait donc pas, sur le plan qui est le nôtre présentement, des problèmes particuliers.\

YVES MOUROUSI.- Puisque l'on parle quand même à travers le sommet d'Amman, j'allais dire de l'actualité récente, l'actualité la plus récente, celle qui vient de se passer, on ne peut pas ` ne pas parler ` - alors si votre silence est silence ce sera aussi interprété comme un élément d'actualité - de ce qui vient de se passer, les otages français & il en reste trois encore au Liban, deux ont été libérés. C'est un bon point pour votre gouvernement ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas le problème. Le problème c'est qu'il est très heureux que ces deux hommes, nos deux concitoyens soient libres aujourd'hui après tant de souffrance et tant d'attente. Je veux croire que c'est cela le problème que vous me posez, et donc pas de savoir quel avantage cela représente tel ou tel aspect soit pour le gouvernement, soit pour l'opinion publique française. C'est une bonne chose que ces deux Français soient libres aujourd'hui en France. Pour le reste vous trouverez normal, puisqu'il en reste trois, peut-être quatre, et que se sont des hommes qui nous sont très chers, vers lesquels se porte notre pensée depuis déjà trop longtemps, des années, vous admettrez qu'il faille respecter non pas la règle du silence mais une grande discrétion au moment même où leur sort pourrait se trouver en jeu. Chacun le comprendra. Le silence n'a pas à être interprété. Une parole, tout autre parole le serait davantage. Mon silence c'est simplement le respect que je dois et que tous les Français doivent aux chances qu'ont nos compatriotes d'être libres bientôt.

- YVES MOUROUSI.- La cohabitation a bien fonctionné dans cette affaire ? Est-ce que vos rapports avec Jacques Chirac ont été bons lors de toutes ces négociations ou est-ce que chacun a pris en main un certain nombre de responsabilités sans en avertir l'autre ? Vous savez très bien que c'est la question que l'on se pose aujourd'hui.

- LE PRESIDENT.- Vous croyez ? C'est quand même une question un petit peu subalterne par rapport à l'essentiel.

- YVES MOUROUSI.- Il m'arrive d'en poser aussi.

- LE PRESIDENT.- Oui, mais je ne pense pas qu'elle soit primordiale. Je pense que chacun aurait eu à coeur de faire passer les problèmes de ce type après la grande action diplomatique et politique qui doit conduire à la libération de tous les Français, étant bien entendu que ces libérations doivent se dérouler, si elles ont lieu, comme je le souhaite de tout mon coeur, dans le respect de la dignité de notre pays. Cela dépend bien entendu des conditions qui sont posées.

- Ces conditions ont été longtemps impossibles, si elles deviennent possibles, et là-dessus je m'arrêterai, nous ne pourrions bien entendu qu'être très heureux. Il faut imaginer la somme de souffrance que tout cela a représenté pour les otages, pour leurs familles et disons tout simplement pour la France. Alors il faut avoir beaucoup d'égard et de prudence sur ces problèmes.

- YVES MOUROUSI.- Le possible en la matière, cela va jusqu'où ? Par exemple ce matin le quotidien libanais "L'Orient le Jour" affirme que les trois derniers otages français seront relâchés contre la libération de l'auteur de l'attentat manqué de M. Nakache contre Chapour Baktiar et l'un des engagements militaires français dans le Golfe. Vous seriez prêt à ce type de condition pour aller jusqu'au bout de la libération ?

- LE PRESIDENT.- M. Mourousi, ce n'est pas, en dépit de l'estime que je vous porte, à vos qualités de vrai journaliste, ce n'est pas dans cette situation, dans cet Institut et à ce moment que je vais déterminer la diplomatie de la France. Vous l'imaginez bien.\

YVES MOUROUSI.- Vous y participez à part entière en tout cas, à la diplomatie ?

- LE PRESIDENT.- Comment pourrait-on faire autrement ?

- YVES MOUROUSI.- Est-il très diplomate d'inaugurer aujourd'hui le Centre ou cet Institut du monde arabe à quelques semaines de la célébration du 40ème anniversaire de l'Etat d'Israël ?

- LE PRESIDENT.- Mais la France entend bien préserver son droit à l'amitié avec qui elle veut. La France n'est pas partie prenante d'une façon directe dans le conflit du Proche et du Moyen-Orient. Je dirai même qu'elle est souvent désolée, quand elle n'est pas déchirée. Elle prend part à tout ce qui permet un rapprochement, enfin tout ce qui permettrait, puisque l'on est obligé de

a tout ce qui permet un rapprochement, enlin tout ce qui permettrait, puisque l'on est obligé de parler au conditionnel, un rapprochement entre ceux qui aujourd'hui se combattent.

- Nous sommes les amis de l'Etat d'Israël, en ce sens que nous avons été parmi les premières nations qui ont estimé son droit à l'existence et qui estiment que ce droit à l'existence ne peut pas se dispenser des moyens d'existence dans des frontières sûres et reconnues. Mais en même temps et j'ai moi-même exprimé cela à la tribune de la Knesset, qui est l'Assemblée nationale de l'Etat d'Israël, le droit des Palestiniens doit être reconnu. Quant à l'ensemble du monde arabe, dans sa diversité, dans ses contradictions, la France tient à ce que nous continuions une marche aussi commune que possible et convergente face aux grands événements du monde, les pays arabes et la France. C'est notre monde. Il y a la Méditerranée et déjà au Sud de la Méditerranée, le monde arabe s'étend jusqu'aux frontières de l'Iran et cela fait partie du monde islamique. Et ce monde islamique et le monde chrétien ont eu des relations dialectiques d'entente ou de querelles, de guerre ou de paix. Mais tout cela va dans un sens qui pour moi, doit finalement être dirigé de telle sorte que nous parvenions à une meilleure compréhension. Elle est déjà bonne.

- Alors il n'y a pas d'antagonisme entre les bonnes relations avec Israël et les bonnes relations avec les pays arabes. Si entre eux, comme c'est le cas, ils ne parviennent pas à dominer une querelle historique, cela n'est pas l'affaire de la France dont le rôle, en particulier comme membre du Conseil de sécurité aux Nations unies, est de tenter le rapprochement. D'où notre position favorable à une conférence internationale pour que tous les problèmes en cours puissent être traités par les intéressés.\

YVES MOUROUSI.- M. Shimon Pérès, que vous connaissez bien, considère, lui, que le monde arabe redoute désormais davantage l'Iran qu'Israël. Vous le ressentez comme cela ?

- LE PRESIDENT.- L'Iran est une grande puissance, à son niveau, et pays de vieille civilisation, bouleversé aujourd'hui par des déchirements dont on a assez parlé pour que je n'insiste pas. Israël représente également une tradition. L'un et l'autre sont tout à fait présents dans la vie du monde actuel. Ce qui est vrai c'est qu'il y a une guerre ouverte entre l'Irak et l'Iran.

- YVES MOUROUSI.- Nous allons y venir.

- LE PRESIDENT.- Si l'Iran avait enfoncé les défenses de l'Irak, c'est l'ensemble du monde arabe qui se trouverait atteint dans son intégrité intime car il y a là opposition, vous le savez bien, entre ce que l'on appelle le fondamentalisme ou l'intégrisme religieux et une façon de vivre sa religion, qui accepte la tolérance.

- YVES MOUROUSI.- Simplement un mot à propos de l'Iran et de l'Irak que vous venez d'évoquer, je n'en ai pas parlé, mais est-ce que vous n'avez pas l'impression que ces Irakiens que nous avons soutenus, - d'abord je ne sais pas si on va continuer à les soutenir - mais peuvent avoir, eux, l'impression qu'on les lâche aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- J'espère que non. C'est en 1976 que la France a décidé de contribuer puissamment à l'armement de l'Irak. A l'époque, il n'y avait pas de guerre entre l'Irak et l'Iran mais cette politique disons privilégiée avec l'Irak s'est poursuivie. Elle a pris même valeur de symbole car aux yeux, pas de la totalité mais du grand nombre des pays arabes, la France a été considérée comme solidaire et amicale à l'égard des intérêts de ce qu'ils appellent la nation arabe. Il n'est pas question d'en changer. Il n'est pas question de changer de bord. Il n'est pas question de modifier la politique extérieure de la France pour quelque raison que ce soit. Ce qui ne veut pas dire que nous soyons un pays ennemi de l'Iran.

- YVES MOUROUSI.- Y compris pour trois otages ?

- LE PRESIDENT.- Y compris pour trois otages, s'il faut prononcer ces paroles qui sont si dures à dire, mais la politique de la France ne doit être à la merci d'aucune pression, ni d'aucun chantage.\

YVES MOUROUSI.- On peut imaginer un retour de la représentation diplomatique iranienne à Paris pour bientôt ?

- LE PRESIDENT.- Pour bientôt, je ne sais pas. Mais le retour d'une représentation diplomatique puisqu'il y a rupture, rupture formellement à l'initiative de la France mais en réalité à l'initiative de l'Iran qui avait menacé de la faire dans des circonstances dont vous vous souvenez. En effet, le cas de M. Gordji se trouvait à l'origine de la multiplication des incidents et de la grande tension

de l'époque. Le fait qu'il soit parti, que les ambassades puissent être ouvertes désormais aux personnes sans qu'elles y soient retenues de force, ni d'un côté, ni de l'autre, est un arrangement qui peut annoncer un rétablissement normal des relations diplomatiques. Mais ce n'est pas fait.

- YVES MOUROUSI.- M. Gordji est renté en passant par chez le juge d'instruction. Cela a dû vous satisfaire. Vous aviez dit "il n'est pas question qu'il rente en Iran sans passer devant le juge"... Cette visite courtoise vous semble sympathique, utile ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai fait que dire une évidence. Un juge d'instruction, au vu du dossier policier qui lui est remis, après avoir lui-même étudié ce dossier, estime devoir entendre un suspect, une personne suspecte. Cette personne s'y refuse. Comment imaginer que la France pourrait faciliter l'éloignement, la mise hors d'atteinte de cette personne sans que le juge ait eu l'occasion de l'entendre ? C'est ce qui s'est passé hier soir. Mais je n'étais pas présent dans le Cabinet du juge d'instruction ! Je ne peux pas vous en dire davantage. Ce n'est pas par discrétion, c'est par ignorance.

- YVES MOUROUSI.- Vous saviez de toute façon ce qui se passait hier après midi ?

- LE PRESIDENT.- J'étais naturellement tenu informé. Mais je n'étais pas tenu informé des intentions du juge Boulouque.

- YVES MOUROUSI.- Le juge devait avoir des intentions claires puisque le Falcone `avion` était déjà prêt à emporter M. Gordji vers Téhéran ?

- LE PRESIDENT.- C'est possible. Si vous avez l'obligeance d'interroger le juge d'instruction et qu'il veuille bien vous le dire, vous pourrez apporter des informations plus complètes à vos auditeurs.

- YVES MOUROUSI.- Sans parler des otages, simplement un dernier mot, vous ne croyez pas qu'aujourd'hui - on le voit à la Une d'un certain nombre de journaux - j'allais dire les négociations, les relations diplomatiques sont remplacées bien souvent par un mot qui est très court, c'est le troc. J'ai l'impression que l'on est entré dans la période du troc diplomatique ?

- LE PRESIDENT.- Vous voulez dire le troc entre les hommes ?

- YVES MOUROUSI.- Entre les hommes, entre...

- LE PRESIDENT.- Les intérêts... C'est un point sur lequel il faut observer une extrême prudence et rester fidèle à quelques principes simples. On ne peut pas troquer le crime contre l'innocence.

- YVES MOUROUSI.- C'est le seul principe ?

- LE PRESIDENT.- C'est le seul en tout cas que j'évoquerai ce matin.

YVES MOUROUSI.- Monsieur le Président, merci, nous allons bientôt nous quitter. Etre ici, cela vous donne quelques vibrations particulières, vous qui aimez, j'allais dire la culture, l'Islam, et aussi l'Occident ?

- LE PRESIDENT.- Ici ce sera vraiment une maison de la culture, c'est l'art arabe, les relations de l'art et de la société arabe, le monde islamique. Ils sont chez eux ici dans cette maison qui a été faite dans cet esprit, dont l'architecture évoque tout le passé du monde arabe sous certains de ses aspects sublimes. L'architecture, la bibliothèque, la connaissance et le savoir. Et quand on sait ce que le monde arabe a apporté à la culture en général, les mathématiques - algèbre et géométrie - l'astronomie, l'optique, bien d'autres choses encore, l'hydraulique, ce à quoi les arabes ont contribué considérablement, ce qu'ils ont inventé, ce qui a servi à notre esprit pour fonder la civilisation occidentale, on pense que cet Institut sera un lieu de rencontres d'où pourront surgir de nouvelles richesses de l'esprit, des richesses partagées entre le monde arabe et nous, entre la France et le monde arabe. C'est tout de même un motif d'orgueil, il me semble, pour la France et pour Paris en particulier.

- YVES MOUROUSI.- Alors simplement derrière nous Notre-Dame, je le disais, et tout au loin la Défense là-bas, là-aussi il y aura du Mitterrand dans l'air en 89 `1989` pour l'inauguration.

- LE PRESIDENT.- Je ne cherche pas à ce qu'il y ait du Mitterrand un peu partout. Il se trouve que je suis Président de la République et étant Président de la République, j'ai hérité d'un certain nombre de projets, de grandes pensées de mes prédécesseurs, je pense en particulier au Musée d'Orsay, je pense à la Villette, je pense aussi à cet Institut du monde arabe. Bon, j'ai apporté naturellement ma contribution et j'ai modifié un certain nombre de plans, j'ai donné - je le crois

vraiment - plus d'expansion à ces projets, j'ai essayé de les insérer dans un grand courant d'architectures et de cultures, là est toute mon ambition, et je n'ambitionnais pas spécialement de terminer tout cela avant le mois de mai 1988. Il est normal bien entendu, lorsqu'on entreprend d'aussi vastes travaux, que cela prenne du temps, pas exactement le temps d'un septennat et je me réjouirais que, quel que soit le Président de la République après mai 1988, il soit en mesure de présenter au monde tous les acquis de ces dernières années.

- YVES MOUROUSI.- Merci monsieur le Président. Voilà nous allons nous quitter, nous nous retrouverons bien entendu demain, à 13h sur la "Une", avec Marie-Laure Augry, monsieur le Président, merci d'avoir été avec nous les premiers visiteurs de cet Institut du monde arabe, que le Président de la République inaugurera officiellement cet après-midi en présence de tous les représentants bien sûr des pays concernés.\